Opinion publique et politique de défense du Canada à l'ombre de la compétition des grandes puissances

*Public Opinion and Canadian defence policy in the shadow of great power
competition*

Jean-Christophe Boucher

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eccs/5051>

DOI : 10.4000/eccs.5051

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2021

Pagination : 33-62

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Jean-Christophe Boucher, « Opinion publique et politique de défense du Canada à l'ombre de la
compétition des grandes puissances », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 91 | 2021, mis
en ligne le 30 décembre 2021, consulté le 05 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/5051> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.5051>

Opinion publique et politique de défense du Canada à l'ombre de la compétition des grandes puissances

Jean-Christophe BOUCHER, Université de Calgary

Les dernières années ont été marquées par une montée de la rivalité entre la Chine et les États-Unis. Du pivot asiatique de l'administration Obama aux guerres commerciales de l'administration Trump, les relations entre la Chine et les États-Unis se gâtent. Dans une large mesure, ces fluctuations au sein de l'environnement international affectent les États, et plus particulièrement les alliés des États-Unis, tel que le Canada. Plus spécifiquement, est-ce que la rivalité Chine-États-Unis influence la perception des Canadiens sur les questions de politique de défense ? Dans cet article, nous analysons l'attitude des Canadiens en matière de politique de défense à l'ombre de la compétition des grandes puissances. Nous explorons ainsi les facteurs structurant l'opinion des Canadiens en matière de politique de défense, tels que le régionalisme, les facteurs sociodémographiques et la partisanerie. Trois grands thèmes seront explorés : la perception de la menace, l'appui aux interventions et la confiance du public envers les décideurs et guides d'opinion en matière de politique de défense. Pour ce faire, nous avons organisé un sondage d'opinion publique représentatif de la population canadienne (n=1504 répondants) entre le 21 et 31 août 2020 afin d'examiner ces questions.

The last few years have been marked by an increase in rivalry between China and the United States. From the Asian pivot of the Obama administration to the trade wars of the Trump administration, relations between China and the United States are worsening. To a large extent, these fluctuations in the international environment affect states, and in particular allies of the United States, such as Canada. More specifically, does the China-US rivalry influence Canadians' perceptions of defense policy issues? In this article, we analyze the attitude of Canadians to defense policy in the face of competition from the great powers. We thus explore the factors structuring the opinions of Canadians on defense policy, such as regionalism, socio-demographic factors, and partisanship. Three main themes will be explored: threat perception, support for interventions and public confidence in decision-makers and opinion leaders in defense policy. To do this, we conducted a public opinion survey representative of the Canadian population (n = 1,504 respondents) between August 21 and 31, 2020 to examine these questions.

Les dernières années ont été marquées par une montée de la rivalité entre la Chine et les États-Unis, secouant ainsi vigoureusement les fondations des relations internationales. Du pivot asiatique de l'administration Obama aux guerres commerciales de l'administration Trump et enfin au renforcement du dispositif d'alliance dans la région indopacifique de l'administration Biden, les relations entre la Chine et les États-Unis se gâtent. Dans ce contexte incertain, le Canada peine et hésite à développer les assises de sa politique étrangère et à arrimer les ressources nécessaires afin de réaliser ses ambitions. Dans quelle mesure la rivalité Chine-États-Unis influence-t-elle la perception des Canadiens sur les enjeux de politique de défense ?

Or, toute élaboration de politique étrangère au sein des démocraties libérales doit, dans une certaine mesure, tenir compte de la volonté générale. En effet, sur des sujets comme la participation aux interventions militaires, la

promotion des droits de l'homme, la négociation d'accords commerciaux et l'augmentation et distribution de l'aide étrangère, les citoyens participent activement aux débats publics en matière de politique étrangère. Dans un contexte de délibération démocratique, les dirigeants politiques doivent justifier et expliquer leurs décisions de politique étrangère de manière à obtenir l'assentiment général du public ou, dans la mesure où ces décisions se posent en porte-à-faux de l'opinion collective, défendre et légitimer ces choix (ENTAM 2004 ; BERINSKY 2009 ; BAUM et POTTER 2015 ; KATZ 2017). Malheureusement, l'analyse statistique de l'opinion publique en matière de politique étrangère est parcellaire au Canada (Boucher 2020 ; FITZSIMMONS, CRAIGIE et BODET 2014 ; BOUCHER et NOSSAL 2017 ; GRAVELLE *et al.* 2014 ; LANDRIAULT 2016). Bien que les sondeurs canadiens recueillent d'excellentes données, la fréquence de ces sondages demeure épisodique, ce qui limite la capacité d'explorer en profondeur la nature et les facteurs structurants de l'attitude du public à l'égard des questions de politique étrangère. Par conséquent, une grande partie de nos connaissances et hypothèses théoriques concernant l'attitude des Canadiens à l'égard de la politique étrangère dépend fortement des données et de la littérature américaine. Afin de pallier ces lacunes, nous avons parrainé une large étude d'opinion publique, exhaustive (plus de 70 questions), conduite dans les deux langues officielles, et représentative de la population canadienne (n=1504 répondants).

Dans cet article, nous examinons l'attitude des Canadiens en matière de politique de défense à l'ombre de la compétition des grandes puissances. D'abord, nous ferons un survol des connaissances sur le sujet afin d'identifier nos hypothèses. Ensuite, nous développerons notre cadre théorique dans le but d'analyser l'influence de facteurs sociodémographiques (tels que la langue maternelle, le genre, et l'âge) et de la partisanerie qui sous-tendent les préférences des Canadiens en matière de politique étrangère. Trois grands thèmes seront ainsi explorés : la perception de la menace et les conséquences d'une recrudescence des tensions générées par la montée en puissance de la Chine et le déclin relatif des États-Unis ; l'appui aux interventions militaires (contribution à la sécurité internationale, défense du territoire canadien, assistance aux autorités civiles) ; et les questions relatives à la société canadienne et la politique de défense telles que la confiance du public envers les décideurs et guides d'opinion en matière de politique de défense. Finalement, nous procéderons à une analyse quantitative afin d'évaluer ces questions.

Cadre théorique : opinions en matière de politique de défense au Canada

Trois grandes lignes d'enquête sont proposées au sein des études portant sur les facteurs influençant les préférences des Canadiens en matière de politique

OPINION PUBLIQUE ET POLITIQUE DE DÉFENSE DU CANADA À L'OMBRE DE LA
COMPÉTITION DES GRANDES PUISSANCES

étrangère. La première, et probablement la mieux développée au Canada, examine la façon dont les *facteurs identitaires* façonnent l'attitude des Canadiens sur les enjeux de politique étrangère. Influencés par un cadre théorique constructiviste, ces travaux soutiennent que les États ont une culture nationale (ou culture stratégique) particulière, structurée par des normes et des croyances propres à ces sociétés (KATZENSTEIN 1996 ; HOPF et ALLAN 2016). L'attitude du public et des élites politiques à l'égard de la politique étrangère est donc encadrée par des considérations normatives attribuées à l'attachement culturel ou idéologique que l'on trouve dans des sociétés particulières. À cet égard, les débats sur la politique étrangère prennent toujours la forme de questions sur le bien-fondé des initiatives politiques. Ce cadre organise ainsi les débats publics tel un marché des idées portant sur la légitimité et l'efficacité des options de politique étrangère (KATZ 2017, 17). En outre, comme le soutient Holsti, ces systèmes de croyances sont :

[...] un ensemble de lentilles à travers lesquelles l'information concernant l'environnement physique et social est reçue. Il oriente l'individu dans son environnement, le définissant pour lui et lui identifiant ses caractéristiques saillantes. (HOLSTI 1992, 245)

À cet égard, ces systèmes de croyances définissent des politiques acceptables et inacceptables et servent de moyen d'arbitrage pour juger le comportement des gouvernements. Au sein de la littérature américaine sur le sujet, la relation entre les systèmes de croyances et la politique étrangère identifie généralement trois catégories principales : le militarisme, l'internationalisme et l'isolationnisme (WITTKOPF 1990 ; FEAVE et GELPI 2004 ; GRAVELLE *et al.* 2017 ; RATHBUN *et al.* 2016).

Au Canada, cette hypothèse a toujours été au centre des conversations sur la politique étrangère et plusieurs auteurs ont cherché à examiner comment ces « idées dominantes », pour reprendre la typologie utilisée par Nossal, Roussel et Paquin (2015), peuvent influencer sur la façon dont les Canadiens perçoivent les questions de politique étrangère (CROS 2015 ; ROUSSEL 2007 ; ROUSSEL et BOUCHER 2008 ; MASSIE 2013 ; MCDONOUGH 2013 ; GRAVELLE *et al.* 2014 ; PARIS 2014a ; NEVITTE et GIBBINS 1986 ; CARROL 2009 ; ANKER 2005 ; MUNTON et KEATING 2001 ; MUNTON 2003 ; MARTIN et FORTMANN 1995 ; MASSIE et BOUCHER 2013). La majorité des études, malgré quelques débats sur la nature et le nombre d'idées dominantes au Canada (SMITH et TURENNE-SJOLANDER 2013), identifient trois idées dominantes : l'internationalisme libéral, le continentalisme et l'isolationnisme.

L'internationalisme libéral¹ fait référence à l'idée selon laquelle les intérêts nationaux canadiens sont mieux servis en s'engageant activement dans les affaires mondiales et particulièrement une préférence pour le multilatéralisme, la promotion du droit international et en agissant en tant que bon citoyen international. Le continentalisme, pour sa part, « postule que le Canada devrait maintenir une identification étroite avec le rôle du pays en tant qu'allié américain en Amérique du Nord » (MCDONOUGH 2013, 227). Ces deux idées dominantes favorisent souvent des politiques étrangères distinctes. Nous pouvons observer cette fracture entre l'internationalisme et le continentalisme à travers des questions de politiques de défense telles que le soutien à des déploiements étrangers spécifiques et l'opinion sur les dépenses militaires (FITZSIMMONS, CRAIGIE et BODET 2014) ; le rôle des Forces armées canadiennes dans la promotion de la paix et de la sécurité internationales ; le soutien à la diversification ou à l'intensification du commerce et l'institutionnalisation des relations économiques avec les États-Unis (ADAMS 2003) ; ou le soutien au droit international et aux régimes des droits de l'homme. Ainsi, l'internationalisme libéral demeure attaché à l'idée d'une contribution du Canada à la paix et la sécurité internationales en travaillant par l'entremise d'institutions multilatérales, de préférence, mais pas nécessairement, au sein de missions de maintien de la paix onusiennes (CROS 2015 ; MASSIE 2008 ; ROUSSEL et BOUCHER 2008 ; GRAVELLE et al. 2014 ; PARIS 2014a ; 2014b). À l'inverse, le continentalisme préconise une interprétation plus étroite de l'intérêt national mettant l'accent sur la défense de l'Amérique du Nord, l'intégrité territoriale du Canada et une relation privilégiée avec les États-Unis (NEVITTE et GIBBINS 1986 ; FORTMANN et LAROSE 2004 ; MCDONOUGH 2013).

Au niveau empirique, plusieurs études semblent démontrer que l'attachement identitaire façonne la perception du public à l'égard de la politique étrangère (MASSIE 2008 ; BOUCHER et NOSSAL 2017 ; MCDONOUGH 2013 ; GRAVELLE et coll. 2014). Ces spécificités identitaires suivent davantage les contours régionaux que, comme on le suppose souvent au sein de la littérature canadienne, le clivage linguistique. Les chercheurs ont confirmé que les Québécois ont un attachement particulier pour l'internationalisme libéral (MASSIE 2008 ; ROUSSEL et BOUCHER 2008 ; GRAVELLE *et al.* 2014). Cependant, contrairement aux idées reçues, les Québécois ne sont pas nécessairement pacifistes et approuvent le recours à la force sous certaines conditions, comme en témoigne le fort appui au sein de la société québécoise pour les interventions militaires au Kosovo (1999), en Bosnie (1995), en Libye (2011)

¹ L'isolationnisme est souvent attribué à un système de croyances en matière de politique étrangère qui fut particulièrement important durant la période de l'entre-deux-guerres.

OPINION PUBLIQUE ET POLITIQUE DE DÉFENSE DU CANADA À L'OMBRE DE LA
COMPÉTITION DES GRANDES PUISSANCES

et en Syrie/Irak (2014-2015). Cet attachement à l'internationalisme libéral n'est pas distinctif aux Québécois, en fait les habitants de la Colombie-Britannique ont des idéaux similaires. En contrepartie, les Albertains et, dans une moindre mesure, les habitants de la Saskatchewan et du Manitoba adhèrent plutôt au continentalisme (MCDONOUGH 2013 ; GRAVELLE et al. 2014 ; MASSIE 2008).

Deuxièmement, plusieurs études cherchent à examiner dans quelle mesure les *facteurs sociodémographiques*, comme le genre, le niveau de scolarité et le revenu, façonnent les préférences des Canadiens sur les enjeux de politique de défense (LANDRIAULT 2016 ; FITZSIMMONS, CRAIGIE et BODET 2014 ; MCLAUCHLIN 2017 ; KEEBLE et SMITH 1999). Quoique parcellaires et provisoires, plusieurs résultats intéressants ont été identifiés. Par exemple, Fitzsimmons, Craigie et Bodet (2014) ainsi que McLauchlin (2017) constatent que les Canadiens n'ayant pas fait d'études universitaires sont plus susceptibles d'appuyer les dépenses en politique étrangère que les autres Canadiens. En ce qui concerne l'influence du genre sur les préférences en matière de politique de défense, les résultats restent ambigus. Certaines études, comme Fitzsimmons, Craigie et Bodet (2014), montrent que le genre a une incidence sur l'attitude des Canadiens, tandis que d'autres trouvent que le soutien des femmes aux opérations de paix est une question d'intensité plutôt que d'orientation (MCLAUCHLIN 2017). Ce manque de données empiriques sur l'impact du genre est une lacune importante. En effet, la littérature féministe est particulièrement importante et caractérise l'une des contributions théoriques et empiriques essentielles aux débats sur les politiques publiques (KEEBLE et SMITH 1997). Le fait que nous n'ayons pas davantage exploré la façon dont le genre peut structurer les opinions des Canadiens en matière de politique étrangère, et plus particulièrement, sur les enjeux de politique de défense est problématique. En outre, dans la mesure où le gouvernement Trudeau a fait de l'analyse comparative entre les sexes une pierre angulaire de sa politique étrangère depuis 2017, il est essentiel d'approfondir notre compréhension sur les préférences des femmes. D'autres facteurs, comme le niveau de revenu, la religiosité et l'attention portée aux affaires étrangères et internationales, n'ont exercé aucune influence sur l'attitude des répondants à l'égard de la mission en Afghanistan (FITZSIMMONS, CRAIGIE et BODET 2014). De toute évidence, il reste encore beaucoup à découvrir sur la façon dont les variables sociodémographiques déterminent les préférences en matière de politique étrangère, d'où la nécessité d'avoir accès à des sondages d'opinion publiques longitudinaux et plus exhaustifs pour examiner davantage ces hypothèses.

La troisième ligne d'enquête portant sur les déterminants nationaux de l'opinion publique en matière de politique de défense insiste sur le rôle de la *partisanerie*. Une littérature florissante, mais surtout américaine, en comportement électoral explore comment l'affiliation politique influe sur les préférences des individus en matière de politique étrangère au sein des démocraties. L'hypothèse de la partisanerie suggère un mécanisme causal où les attitudes en matière de politique étrangère suivent de près l'opinion exprimée par des agents informés tels que les élites politiques (GUISINGER et SAUNDERS 2017 ; SAUNDERS 2015). En effet, l'opinion de l'élite politique est particulièrement importante dans le domaine de la politique étrangère dans la mesure où le grand public n'a pas d'inclination particulière, de connaissance immédiate, ou d'intérêt pour des questions spécifiques. À cet égard, les points de vue des élites servent de raccourci heuristique (POPKIN 1991 ; WESTERN 2005 ; WITTKOPF 1990 ; ZALLER 1992 ; ZALLER et FELDMAN 2002).

Au Canada, plusieurs études récentes ont porté sur la partisanerie et son impact sur l'opinion publique (GECELOVSKY et KUKUCHA 2009 ; BOW et BLACK 2008 ; FITZSIMMONS, CRAIGIE et BODET 2014 ; BOUCHER et NOSSAL 2017 ; GRAVELLE *et al.* 2014 ; LANDRIAULT 2016). Les résultats montrent que les électeurs conservateurs ont des vues cohérentes et stables de la politique étrangère et ont tendance à favoriser des politiques plus militaristes. Fitzsimmons, Craigie et Bodet (2014), par exemple, ont constaté que « les partisans conservateurs sont beaucoup plus susceptibles d'appuyer des niveaux plus élevés de dépenses [militaires] que les non-partisans (et les partisans d'autres partis en général) » (11). En revanche, ils n'ont pu trouver aucune relation significative entre les électeurs libéraux et néo-démocrates et les questions de politique étrangère, ce qui suggère que la source des préférences du public est un problème à multiples facettes. De même, Gravelle *et al.* (2014) et Landriault (2016) ont constaté que les répondants qui s'identifiaient au Parti conservateur étaient plus favorables aux interventions militaires et moins favorables aux options stratégiques plus larges associées au maintien de la paix, à l'aide étrangère et aux droits de la personne. Une étude plus approfondie est justifiée compte tenu de l'analyse des données ou des résultats significatifs en ce qui concerne les perceptions des électeurs libéraux et néo-démocrates sur les questions de politique de défense.

Hypothèses et variables

Notre étude tente de comprendre et mesurer l'influence du régionalisme, des facteurs sociodémographiques, et de la partisanerie sur l'opinion publique canadienne sur un ensemble d'enjeux associés à la politique de défense : la perception de la menace, l'appui aux interventions internationales (la contribution

OPINION PUBLIQUE ET POLITIQUE DE DÉFENSE DU CANADA À L'OMBRE DE LA
COMPÉTITION DES GRANDES PUISSANCES

à la sécurité internationale, opérations militaires et assistances aux autorités civiles), et la confiance du public envers le décideurs et guides d'opinion en matière de politique de défense. De manière générale, nous devrions également pouvoir discerner une certaine homogénéité entre les effets mesurés au sein de l'analyse statistique, dans la mesure où ces différents facteurs devraient avoir un impact similaire d'une question à l'autre.

En ce qui a trait à la *perception de la menace*, nous avons posé trois questions aux répondants. D'abord, de façon générale, nous avons demandé dans quelle mesure la défense nationale était un élément important afin de promouvoir la place du Canada dans le monde.² Ensuite, plus spécifiquement sur la perception de la menace, nous avons demandé dans quelle mesure ils croyaient que le Canada faisait face à des menaces internationales ?³ Enfin, nous avons posé une question ouverte, demandant aux répondants d'identifier la menace, selon eux, la plus importante pour le Canada. En ce qui concerne l'impact du régionalisme sur la perception de la menace, la littérature suggère que les Québécois adhèrent davantage que les autres Canadiens aux idéaux de l'internationalisme libéral et, conséquemment, devraient être moins enclins à identifier la défense nationale comme étant un élément important de la politique étrangère canadienne, à considérer que la menace extérieure est moins importante et à identifier les États-Unis comme étant l'une des menaces les plus importantes (MASSIE et BOUCHER 2013 ; MCLAUCHLIN 2017). En contrepartie, les répondants des prairies (Alberta et Saskatchewan) semblent s'associer davantage au continentalisme et sont donc plus attachés à la défense nationale, plus pessimistes face aux dangers extérieurs et identifient la Chine comme principale source de menace à la sécurité du Canada.

Pour ce qui est des facteurs sociodémographiques et de la perception de la menace, une certaine confusion règne au sein des études existantes. En principe, les répondants masculins devraient être plus favorable à l'idée selon laquelle la défense nationale est un instrument important de la politique étrangère canadienne et percevoir le système international comme étant plus conflictuel. De la même manière, les études précédentes (LANDRIAULT 2016 ; FITZSIMMONS, CRAIGIE, et BODET 2014 ; MCLAUCHLIN 2017) semblent

² « Selon vous, dans quelle mesure, le cas échéant, la défense nationale est-elle importante pour promouvoir la place du Canada dans le monde ? » L'échelle était de 0 (Pas du tout important) à 10 (Très important).

³ « Dans quelle mesure, le cas échéant, pensez-vous que le Canada fait face à des menaces internationales ? ». Les répondants devaient utiliser une échelle de 0 (Pas du tout) à 10 (À un niveau très élevé).

suggérer que les autres dimensions sociodémographiques telles que l'âge ou le niveau d'éducation n'ont que très peu d'incidence sur l'attitude des Canadiens sur la perception de la menace.

Finalement, en ce qui a trait à la partisanerie, les auteurs s'accordent généralement pour suggérer que les répondants s'identifiant comme Conservateurs ont tendance à être davantage favorables aux questions de politique de défense (GECELOVSKY et KUKUCHA 2009 ; BOW et BLACK 2008 ; FITZSIMMONS, CRAIGIE et BODET 2014 ; BOUCHER et NOSSAL 2017 ; GRAVELLE *et al.* 2014 ; LANDRIAULT 2016). Ainsi, ces résultats suggèrent que les Conservateurs sont plus ouverts à l'idée que l'usage de la force est un instrument essentiel de la politique étrangère du Canada, plus enclins à percevoir le système international comme étant plus menaçant et, s'il l'on se fie aux dernières années et plateformes électorales du Parti Conservateur du Canada (PCP), à identifier la Chine comme étant la menace la plus importante pour la sécurité du Canada. En revanche, les personnes s'identifiant comme partisans du Parti Libéral du Canada (LPC) ou encore du Nouveau Parti Démocratique (NDP) devraient, en théorie, être plus circonspectes face à l'utilité de la défense nationale, et plus optimistes face aux menaces extérieures. En outre, certains auteurs (BOW 2008) ont suggéré que ces partis politiques étaient influencés par un courant antiaméricaniste et, conséquemment, percevaient les États-Unis comme une menace pour la stabilité internationale.

Afin de mesurer l'attitude des Canadiens au sujet des *interventions internationales*, nous avons posé une série de questions portant sur les priorités des Forces armées canadiennes (FAC). Ces questions analysaient l'opinion des Canadiens par rapport à la défense du territoire, de l'espace aérien et des eaux canadiennes, à la protection des citoyens canadiens, à la contribution des FAC à la sécurité internationale et à l'assistance aux autorités canadiennes lors de crises intérieures. D'abord, la thèse du régionalisme suggère en général que les Québécois, attachés à l'internationalisme libéral, seraient plus favorables à l'idée d'une participation des FAC à la sécurité internationale que les répondants des autres régions canadiennes. À l'inverse, les Canadiens des prairies (Alberta – Saskatchewan – Manitoba) devraient être plus favorables à la défense du territoire et de la population du Canada, comme le suggérerait une adhésion au continentalisme. Ensuite, en ce qui concerne les traits sociodémographiques, les études précédentes suggèrent que les femmes seraient plus favorables à une contribution des FAC à la sécurité internationale, mais ces travaux restent muets sur la question de la protection du territoire et de la population du Canada ainsi que sur l'assistance aux autorités civiles. En outre, l'âge ne semble pas avoir une incidence sur l'ensemble des enjeux de politique de défense, tandis que le niveau d'éducation semble avoir un impact sur la question des dépenses militaires, mais

OPINION PUBLIQUE ET POLITIQUE DE DÉFENSE DU CANADA À L'OMBRE DE LA
COMPÉTITION DES GRANDES PUISSANCES

non sur les préférences en matière de priorités des FAC (FITZSIMMONS, CRAIGIE et BODET 2014 ; MCLAUCHLIN 2017). Enfin, conformément à littérature, nous faisons l'hypothèse que les électeurs conservateurs seraient davantage favorables à la défense du territoire et de la population canadienne, tandis que les électeurs associés aux LPC et NPD seraient plus favorables à une contribution active des FAC à la sécurité internationale (GRAVELLE et al. 2014 ; LANDRIAULT 2016).

Notre troisième thème se concentre sur des questions plus larges de *relations civilo-militaires* et plus spécifiquement la confiance du public envers les décideurs et guides d'opinion en matière de politique de défense. Les auteurs œuvrant dans le domaine des relations civilo-militaires soulignent généralement que la confiance est au cœur des relations entre les forces armées et les communautés politiques qu'elles servent, plus particulièrement dans le contexte de sociétés démocratiques telles que le Canada (FEAVER and KOHN 2021 ; MALESIC 2018 ; NIELSEN et SNIDER 2009). Toutefois, peu d'études, et aucune au Canada, cherchent à évaluer directement le niveau de confiance du public envers les divers acteurs et guides d'opinion façonnant la politique de défense au Canada. Ainsi, dans le sondage, nous avons intégré une série de questions évaluant la confiance des Canadiens envers l'habileté des dirigeants des forces armées, des politiciens, des médias, du milieu académique et de l'industrie de la défense.⁴ Au Canada, le niveau de confiance pour ces différents intervenants de la politique de défense est fortement influencé par le régionalisme, les répondants des prairies exprimant généralement une plus grande méfiance face aux « élites ». Au sujet des variables sociodémographiques, une littérature importante cherche à évaluer dans quelle mesure la confiance envers les institutions sociales et politiques est associée au genre, à l'âge ou au niveau d'éducation (HAERPFER *et al.* 2020). Les résultats demeurent parcellaires et semblent fluctuer en fonction des pays, mais en règle générale, le genre et l'âge ne semblent pas être associés au niveau de confiance des agents, tandis que le niveau d'éducation accroît la confiance envers les institutions (KOŁCZYŃSKA 2020). Finalement, les Conservateurs demeurent, en règle générale, plus sceptiques quant à l'habileté des institutions, et surtout celles directement associées au gouvernement, des médias, ou encore du milieu académique, à façonner des politiques qui seront à l'avantage du Canada.

⁴ Veuillez indiquer dans quelle mesure vous faites confiance aux habiletés des dirigeants des institutions suivantes à façonner des politiques qui seront à l'avantage du Canada ? » L'échelle était de 0 (Je n'ai aucune confiance) à 10 (J'ai beaucoup confiance).

Perception de la menace et politique de défense canadienne

Le graphique 1 ci-dessous cherche à analyser l'importance des différents enjeux de politique étrangère afin de promouvoir la place du Canada dans le monde. Cette question permet de comparer l'importance que les Canadiens accordent à la politique de défense par rapport aux autres instruments de politique étrangère. Comme nous pouvons le constater, les Canadiens estiment que la diplomatie, l'environnement et le commerce demeurent les enjeux les plus importants. En ce qui concerne la défense nationale, en dépit du fait que les Canadiens y soient relativement favorables (avec une moyenne de 6.7), elle demeure l'un des outils les moins importants, avec l'aide internationale. Ces résultats suggèrent que la défense nationale reste, somme toute, l'un des instruments les moins prisés pour faire avancer les intérêts et les valeurs du Canada sur la scène internationale, dans la hiérarchie des priorités en matière de politique étrangère.

Graphique 1 : Importance des instruments de politique étrangère*

* Dans quelle mesure les éléments suivants sont-ils importants pour promouvoir la place du Canada dans le monde ?

Le graphique 2 illustre, quant à lui, la perception des Canadiens concernant la présence de menaces internationales et tente, en quelque sorte, de mesurer le sentiment d'insécurité ressenti par les Canadiens. Malheureusement,

OPINION PUBLIQUE ET POLITIQUE DE DÉFENSE DU CANADA À L'OMBRE DE LA
COMPÉTITION DES GRANDES PUISSANCES

nous ne disposons pas de données longitudinales nous permettant d'évaluer si les Canadiens perçoivent le système international comme étant plus dangereux qu'auparavant. Toutefois, ces résultats indiquent qu'en août 2020, une majorité de Canadiens jugeait que le Canada faisait face à un niveau relativement élevé de menace (avec une moyenne de 5.7).

Graphique 2 : Perception de la menace*

* Dans quelle mesure pensez-vous que le Canada fait face à des menaces internationales ?

Nous avons également demandé aux Canadiens d'identifier la menace la plus importante selon eux. 21.8% des répondants ont mentionné que la Chine était la menace internationale qui les préoccupait le plus, 17.4% les États-Unis et/ou le Président américain Donald J. Trump, 10,1% les attaques cybernétiques, 7,1% le terrorisme, 6,6% les guerres commerciales et 5,8% les changements climatiques. En premier lieu, les Canadiens semblent donc être principalement attentifs aux conséquences sécuritaires associées à la transition de puissance sur l'échiquier international. En outre, malgré une affiliation naturelle et historique avec Washington, les Canadiens se méfient de l'instabilité politique endémique aux États-Unis. Ensuite, les Canadiens considèrent également un ensemble d'enjeux de sécurité non-traditionnels comme les attaques cybernétiques, le terrorisme, et les changements climatiques comme particulièrement importants.

Tableau 1 : Menaces les plus importantes pour le Canada

Menace	Pourcentage
Chine	21.80%
États-Unis/Trump	17.40%
Attaques cybernétiques	10.10%
Terrorisme	7.10%
Guerres commerciales	6.60%
Changements climatiques	5.80%

Afin d'évaluer l'influence du régionalisme, des facteurs sociodémographiques et de la partisanerie sur ces questions, nous avons utilisé un modèle de régression linéaire multiple dont les résultats sont présentés dans le tableau 1 ci-dessous. Premièrement, en ce qui a trait à l'impact du régionalisme sur l'opinion des Canadiens sur l'importance de la défense nationale, la perception de la menace et la nature de ces enjeux sécuritaires, nous distinguons peu de résultats probants.⁵ Une seule association semble se dessiner, où les Britannico-Colombiens choisissent la Chine comme la menace principale pour le Canada. Cette relation est intéressante pour deux raisons. D'une part, la Colombie-Britannique est la seule province canadienne touchant l'océan Pacifique et, conséquemment, il semble raisonnable que ses habitants soient plus attentifs aux enjeux de sécurité dans la région indopacifique. D'autre part, la Colombie-Britannique est également l'une des provinces où l'on retrouve une plus grande proportion de Canadiens issus de la diaspora chinoise, et plus spécifiquement de filiation avec les mouvements migratoires de Hong Kong et Taiwan, défiants de la politique officielle de la Chine continentale. Autres résultats intéressants, les Québécois ne semblent pas se distinguer de la moyenne des Canadiens sur ces questions, suggérant ainsi, comme l'ont souligné plusieurs études (ROUSSEL et BOUCHER 2008 ; MASSIE et BOUCHER 2013), que l'image des deux solitudes, d'une division principielle entre les deux univers linguistiques canadiens, est probablement erronée pour représenter la spécificité de l'opinion des Québécois sur un ensemble d'enjeux en matière de politique étrangère.

⁵ Nous avons choisi l'Ontario comme le point de référence dans l'analyse statistique. Dans une large mesure, les résultats des répondants ontariens représentent la moyenne canadienne, ce qui en fait un point de référence idéal.

OPINION PUBLIQUE ET POLITIQUE DE DÉFENSE DU CANADA À L'OMBRE DE LA
COMPÉTITION DES GRANDES PUISSANCES

Tableau 1 : Politique de défense et menaces internationales

	<i>Variables dépendantes:</i>				
	Imp. Défense nationale (1)	Perception de la menace (2)	Menace - Chine (3)	Menace - États-Unis (4)	Menace - Cyber (5)
Alberta (comparé à l'Ontario)	0.068 (0.216)	0.616 (1.049)	-0.007 (0.036)	0.029 (0.033)	-0.011 (0.027)
Atlantique (comparé à l'Ontario)	0.043 (0.266)	0.741 (1.270)	-0.053 (0.044)	0.021 (0.040)	0.012 (0.032)
Colombie-Britannique (comparé à l'Ontario)	-0.234 (0.202)	0.734 (0.977)	0.058* (0.034)	-0.001 (0.031)	0.010 (0.025)
MNBSK (comparé à l'Ontario)	0.134 (0.264)	1.662 (1.272)	0.056 (0.044)	-0.017 (0.040)	0.007 (0.032)
Québec (comparé à l'Ontario)	0.279 (0.186)	0.482 (0.897)	-0.037 (0.031)	0.033 (0.028)	-0.007 (0.023)
Éducation	-0.007 (0.007)	-0.004 (0.035)	-0.001 (0.001)	0.0004 (0.001)	-0.0004 (0.001)
Salaire	-0.002 (0.002)	0.034*** (0.011)	0.0002 (0.0004)	0.0001 (0.0003)	0.00004 (0.0003)
Femmes	0.371*** (0.129)	0.985 (0.625)	-0.061*** (0.022)	0.060*** (0.020)	-0.054*** (0.016)
Âge	0.340*** (0.080)	0.744* (0.386)	0.0004 (0.013)	-0.009 (0.012)	0.022** (0.010)
Bloc Québécois (comparé au Parti Libéral)	-0.789*** (0.298)	1.697 (1.435)	0.112** (0.049)	-0.032 (0.045)	-0.025 (0.036)
Parti Conservateur (comparé au Parti Libéral)	0.698*** (0.166)	0.381 (0.805)	0.114*** (0.028)	-0.112*** (0.025)	-0.030 (0.020)
Parti vert (comparé au Parti Libéral)	-0.884*** (0.310)	1.454 (1.486)	-0.042 (0.051)	0.049 (0.047)	0.037 (0.038)
NPD (comparé au Parti Libéral)	-1.172*** (0.195)	0.521 (0.937)	-0.042 (0.032)	0.087*** (0.029)	-0.040* (0.024)
PPC (comparé au Parti Libéral)	0.088 (0.610)	-1.838 (2.970)	0.039 (0.102)	-0.183** (0.093)	-0.107 (0.075)
Constant	5.806*** (0.231)	4.150*** (1.116)	0.213*** (0.038)	0.161*** (0.035)	0.099*** (0.028)
Observations	1.445	1.474	1.479	1.479	1.479
R ²	0.088	0.015	0.039	0.049	0.017
Adjusted R ²	0.079	0.005	0.029	0.039	0.007
Residual Std. Error	2.384 (df = 1429)	11.612 (df = 1458)	0.400 (df = 1463)	0.364 (df = 1463)	0.294 (df = 1463)
F Statistic	9.216*** (df = 15; 1429)	1.466 (df = 15; 1458)	3.971*** (df = 15; 1463)	5.052*** (df = 15; 1463)	1.727** (df = 15; 1463)

Note:

*p<0.1; **p<0.05; ***p<0.01

Lorsque l'on examine l'influence des facteurs sociodémographiques, le niveau d'éducation ne semble pas être associé aux préférences sur ces questions, tandis que les Canadiens les plus aisés ont une perception plus élevée de la menace. Les femmes sont plus enclines que les hommes à considérer la défense nationale comme étant un instrument important afin de promouvoir la place du Canada dans le monde et plus susceptibles de considérer les États-Unis comme principale menace à la sécurité du Canada. À l'inverse, les hommes identifient la Chine et les attaques cybernétiques comme les menaces les plus importantes. Les Canadiens plus âgés, quant à eux, considèrent la défense nationale, la perception de la menace, et les attaques cybernétiques comme étant les dangers les plus importants. La perception de la menace chez les Canadiens plus âgés est particulièrement conséquente dans la mesure où un saut générationnel (notre

variable mesure trois groupes d'âge : de 18-34, 34-54, 55 et plus) augmente la perception de la menace de 0.744 point. Ainsi, la différence entre les générations plus jeunes (génération z et les milléniaux plus jeunes) et les Canadiens issus de la génération baby-boomers est de près de 1.5 point. En d'autres termes, les baby-boomers sont 15% plus soucieux de la menace externe.

L'affiliation politique est l'un des facteurs les plus associés à l'opinion des Canadiens sur les questions de défense nationale et reproduit, avec plus de précisions, les résultats d'études précédentes sur la question (GECELOVSKY et KUKUCHA 2009 ; BOW et BLACK 2008 ; FITZSIMMONS, CRAIGIE et BODET 2014 ; BOUCHER et NOSSAL 2017 ; GRAVELLE *et al.* 2014 ; LANDRIAULT 2016 ; MCLAUCHLIN 2017). Nous avons identifié le parti libéral comme la catégorie de référence afin de distinguer la relation entre la partisanerie et l'opinion des Canadiens sur les enjeux de défense nationale. D'abord, en ce qui a trait à l'importance de la défense nationale comme outil de politique étrangère, les partisans du Bloc Québécois, du Parti vert et du NPD sont tous moins favorables que les partisans libéraux. En contrepartie, comme nous l'avions suggéré précédemment, les Conservateurs considèrent la défense nationale comme importante. Dans une large mesure, ces résultats semblent identifier une scission claire au sein de l'échiquier électoral canadien où les électeurs plus progressistes (Parti vert et NPD) et nationalistes (BQ) sont généralement moins enclins que les autres Canadiens à considérer la défense nationale comme un outil essentiel de la politique étrangère. Ici l'effet est important : en général, les Néo-démocrates sont 10% moins favorables (1.172 point) que les Libéraux. Ensuite, en ce qui concerne la perception de la menace, aucun résultat important n'est ressorti de l'analyse statistique, mais les partisans du BQ et du Parti Conservateur sont davantage préoccupés par la menace chinoise. À l'inverse, les électeurs plus conservateurs (PCC et PPC) sont moins susceptibles de considérer les États-Unis comme une menace, corroborant l'idée selon laquelle les Conservateurs sont davantage continentalistes et priorisent une meilleure coopération avec les États-Unis (BOUCHER 2012). En contrepartie, les Néo-démocrates sont plus critiques quant à la place des États-Unis dans le système international.

Interventions militaires

La deuxième série de questions explore l'attitude des Canadiens envers les interventions militaires. Comme nous pouvons le constater, protéger les citoyens canadiens et défendre le territoire canadien demeurent les deux priorités identifiées par les répondants. Ici, leurs moyennes respectives sont de 8.8 points, mais avec un grand nombre de personnes choisissant la valeur maximale, soit 10 (comme nous pouvons l'observer à l'aide de la taille du graphique violon)

OPINION PUBLIQUE ET POLITIQUE DE DÉFENSE DU CANADA À L'OMBRE DE LA
COMPÉTITION DES GRANDES PUISSANCES

comparativement aux autres missions des Forces Armées Canadiennes. Au troisième rang, nous retrouvons l'assistance aux autorités civiles. Il faut souligner que le sondage a été effectué en août 2020, pendant le déploiement des membres des Forces Armées Canadiennes dans les établissements de longue durée pendant la pandémie de la COVID-19, ce qui a certainement renforcé l'assentiment populaire pour ce type de mission. Finalement, de façon étonnante, nous retrouvons au dernier rang la contribution à la sécurité internationale, une pièce maîtresse de l'internationalisme libéral. Ici, quoique la moyenne soit relativement haute (7.26 points), les avis sont davantage partagés que pour les autres missions (surtout en juxtaposition des fonctions de protection des citoyens et du territoire canadien) et la variabilité des réponses est plus importante. En dernière analyse, il semble y avoir un consensus clair sur le fait que les missions prioritaires pour les FAC sont les missions de protection du Canada (tant les citoyens que le territoire) et la participation active des FAC aux opérations d'urgence afin de soutenir les autorités civiles.

Graphique 3 : Opinion publique sur les interventions militaires*

* Selon vous, dans quelle mesure les priorités suivantes sont-elles importantes pour les Forces armées canadiennes, ou ne sont-elles pas du tout importantes ?

Le tableau ci-dessous présente les résultats de nos analyses statistiques. Premièrement, comme nous pouvons l'observer, quelques relations semblent se dessiner en ce qui a trait à l'impact du régionalisme sur ces questions.

Tableau 2 : Politique de défense et interventions militaires

	Variables dépendantes :			
	Défendre le Canada (1)	Protéger les Canadiens (2)	Contribuer à la sécurité internationale (3)	Ass. aux autorités civiles (4)
Alberta (comparé à l'Ontario)	-0.031 (0.165)	0.079 (0.160)	-0.425** (0.203)	-0.528*** (0.197)
Atlantique (comparé à l'Ontario)	-0.106 (0.201)	0.093 (0.194)	-0.176 (0.247)	0.319 (0.239)
Colombie-Britannique (comparé à l'Ontario)	-0.132 (0.154)	-0.188 (0.150)	-0.101 (0.190)	-0.132 (0.184)
MNBSK (comparé à l'Ontario)	-0.063 (0.200)	0.131 (0.195)	-0.100 (0.247)	0.037 (0.239)
Québec (comparé à l'Ontario)	-0.025 (0.141)	0.245* (0.137)	0.253 (0.175)	0.482*** (0.169)
Éducation	0.005 (0.006)	-0.004 (0.005)	-0.018*** (0.007)	-0.009 (0.007)
Salaire	0.001 (0.002)	0.003* (0.002)	-0.006*** (0.002)	0.001 (0.002)
Femmes	0.006 (0.098)	0.250*** (0.095)	0.190 (0.121)	0.563*** (0.117)
Âge	0.223*** (0.061)	0.017 (0.059)	0.348*** (0.075)	0.123* (0.072)
Bloc Québécois (comparé au Parti Libéral)	-0.588*** (0.225)	-0.287 (0.218)	-0.434 (0.278)	0.288 (0.270)
Parti Conservateur (comparé au Parti Libéral)	0.327*** (0.127)	0.483*** (0.123)	-0.773*** (0.156)	0.276* (0.151)
Parti Vert (comparé au Parti Libéral)	-0.929*** (0.235)	-0.927*** (0.228)	-0.123 (0.290)	-0.514* (0.281)
NPD (comparé au Parti Libéral)	-0.638*** (0.147)	-0.624*** (0.143)	-0.364** (0.183)	-0.434** (0.176)
PPC (comparé au Parti Libéral)	-0.769* (0.466)	-0.325 (0.452)	-3.692*** (0.574)	-1.030* (0.557)
Constant	8.392*** (0.176)	8.540*** (0.171)	6.935*** (0.217)	7.567*** (0.210)
Observations	1,468	1,460	1,458	1,465
R ²	0.061	0.061	0.086	0.052
Adjusted R ²	0.051	0.051	0.076	0.042
Residual Std. Error	1.823 (df = 1452)	1.766 (df = 1444)	2.246 (df = 1442)	2.177 (df = 1449)
F Statistic	6.280*** (df = 15; 1452)	6.206*** (df = 15; 1444)	9.031*** (df = 15; 1442)	5.296*** (df = 15; 1449)

Note:

*p<0.1; **p<0.05; ***p<0.01

Deux observations principales méritent d'être examinées. D'abord, les Albertains semblent être moins favorables à l'idée selon laquelle les FAC devraient contribuer à la sécurité internationale (-0.43 points) et à l'assistance aux autorités civiles (-0.53 points). Ensuite, les Québécois sont plus favorables aux missions de protection des citoyens canadiens et d'assistance aux autorités civiles. Il est possible que les répondants du Québec confondent les deux catégories, voyant les missions d'assistance aux autorités civiles comme étant essentiellement une façon de protéger les citoyens canadiens, surtout dans le contexte d'une participation importante des FAC au Québec pendant la crise de la COVID-19. Toutefois, ces

OPINION PUBLIQUE ET POLITIQUE DE DÉFENSE DU CANADA À L'OMBRE DE LA
COMPÉTITION DES GRANDES PUISSANCES

résultats suggèrent également que la perception des FAC au sein de la société québécoise, souvent qualifiée de pacifiste, est particulièrement positive et témoigne d'une certaine militarisation de l'imaginaire collectif au Québec (BOUCHER et ROUSSEL 2015 ; MASSIE et BOUCHER 2013). Ces données soulignent, en outre, que l'idée selon laquelle les Albertains et les Québécois présentent des visions antinomiques sur les enjeux de politique de défense, à tout le moins en ce qui a trait aux interventions militaires, semble se confirmer (LANDRIault 2016 ; MASSIE 2008 ; MCDONOUGH 2013 ; BOUCHER 2020).

Deuxièmement, lorsque nous examinons les résultats associés aux variables sociodémographiques, certaines relations se dessinent. Les Canadiens plus éduqués et plus aisés sont moins favorables à une contribution à la sécurité internationale (mais de façon très marginale avec seulement -0.018 et -0.006 points de différence entre les catégories). Les femmes, quant à elles, semblent préférer les missions de protection des citoyens canadiens et l'assistance aux autorités civiles, comparativement aux répondants masculins. L'âge des répondants est un facteur particulièrement important, soulignant ainsi une scission générationnelle au sein de la population canadienne. Dans une large mesure, plus les Canadiens sont âgés (par tranche de 18-34, 34-55, et 55+), plus ils sont enclins à prioriser la défense du territoire canadien, la contribution à la sécurité internationale et les missions d'assistance aux autorités civiles. Inversement, il est intéressant de constater que les jeunes Canadiens sont moins favorables aux interventions militaires visant à contribuer à la sécurité internationale (ou en général), témoignant ainsi d'un effritement de l'attachement à l'internationalisme libéral et, possiblement, d'une montée de l'isolationnisme chez les jeunes. En outre, on se souviendra que les Canadiens plus âgés étaient pareillement plus susceptibles de souligner l'importance de la défense nationale comme un outil de politique étrangère et de percevoir le système international comme étant plus menaçant. Dans les faits, les jeunes Canadiens, ayant atteint l'âge de la majorité après les années 1990 et à l'ombre des attentats du 11 septembre 2001, du succès mitigé des interventions en Afghanistan, Libye, Irak, et Syrie, de la crise financière en 2008, et d'une plus grande sensibilité aux questions associées aux changements climatiques, sont plus circonspects en ce qui concerne l'utilité des outils militaires. En outre, dans la mesure où le Canada n'a pas participé ou mis l'accent sur les opérations de maintien de la paix depuis le milieu des années 1990, malgré un attachement symbolique ancré dans la

psyché canadienne, les jeunes Canadiens n'ont que très peu d'exemples probants d'une politique de défense proprement internationaliste⁶.

Enfin, la partisanerie est particulièrement importante pour structurer les opinions des Canadiens en matière d'interventions militaires. Les électeurs du Bloc Québécois, fidèles à leur vocation nationaliste, sont moins attachés à l'idée que les FAC devraient prioriser la défense du territoire canadien. Les Conservateurs, comme l'ont souligné plusieurs études précédentes (GECELOVSKY et KUKUCHA 2009 ; BOW et BLACK 2008 ; FITZSIMMONS, CRAIGIE et BODET 2014 ; BOUCHER et NOSSAL 2017 ; GRAVELLE *et al.* 2014 ; LANDRIAULT 2016 ; MCLAUCHLIN 2017), sont plus favorables aux enjeux de défense nationale, notamment en ce qui a trait à la défense du territoire et des citoyens canadiens, et des missions d'assistance aux autorités civiles. En contrepartie, ils sont moins favorables à une contribution à la sécurité internationale soulignant ainsi une vision plus réaliste de la place du Canada sur l'échiquier international (MCDONOUGH 2013). Les électeurs des partis plus progressistes (Parti vert et NPD) sont généralement plus critiques envers l'ensemble des missions des FAC. Dans la mesure où ils sont peu enclins à considérer la défense nationale comme un outil de politique étrangère important (comme nous l'avons signalé plus haut), cette opinion semble être cohérente et suggère que la façon dont les Canadiens se positionnent idéologiquement sur le spectre gauche-droite est largement associée à leurs préférences en matière de politique de défense. Les résultats sur les électeurs du Parti Populaire du Canada (PPC), un parti représentant l'idéologie d'extrême-droite, sont particulièrement intéressants. En effet, en observant les données de l'analyse statistique, il semble que les préférences de ces répondants coïncident avec ceux des partis progressistes (Parti vert et NPD) et non, comme on pourrait le penser, avec les Conservateurs. Aucune étude n'a examiné la façon dont les membres du PPC se positionnent sur les questions de politique étrangère, et encore moins de politique de défense, mais ces résultats suggèrent que ces électeurs adhèrent davantage à une perception populiste des relations internationales qui milite pour un retranchement des engagements internationaux et une méfiance envers les élites, notamment celles associées aux autorités gouvernementales.

La société canadienne et la politique de défense du Canada

La troisième dimension explorée dans ce sondage tente de mettre en valeur la relation entre la société canadienne et la politique de défense du Canada. Plus particulièrement, nous cherchons à mesurer le niveau de confiance envers les différents acteurs associés à la politique de défense, un élément essentiel des

⁶ Cette hypothèse vraisemblable m'a été suggérée par Jocelyn Coulon.

OPINION PUBLIQUE ET POLITIQUE DE DÉFENSE DU CANADA À L'OMBRE DE LA
COMPÉTITION DES GRANDES PUISSANCES

relations civilo-militaires au sein des démocraties. Nous avons donc demandé dans quelle mesure les répondants avaient confiance en l'habileté des dirigeants des forces armées, des services de renseignement, des politiciens, des médias, du milieu universitaire et de l'industrie de la défense. Le graphique 4 ci-dessous présente les résultats de façon générale.

Graphique 4 : Confiance envers les élites politiques et leaders d'opinion en matière de politique de défense*

* Veuillez indiquer dans quelle mesure vous faites confiance aux habiletés des dirigeants des institutions suivantes à façonner des politiques qui seront à l'avantage du Canada ?

Comme nous pouvons le constater, les membres de la communauté universitaire sont perçus comme étant les plus dignes de confiance en matière de politique de défense avec une moyenne de 6.13 points. Les responsables militaires, quant à eux, sont relativement bien évalués dans ce sondage, avec une moyenne de 5.8 points, soit légèrement au-dessus d'une opinion neutre. Toutefois, ces données furent colligées avant la vague massive d'allégations d'inconduites sexuelles au sein de la haute direction des Forces armées canadiennes : ainsi, nous devons prendre ces résultats avec une certaine prudence et noter qu'ils reflètent probablement la situation avant ce scandale. À l'opposé, la confiance envers les politiciens et les médias en matière de politique de défense est relativement basse, affichant respectivement des moyennes de 4.69 et 4.5. Ces

résultats sont particulièrement préoccupants dans la mesure où les élites politiques, qui dictent ultimement la politique de défense, et les membres des médias, dont la tâche principale est d'informer la population canadienne sur les enjeux de défense et sécurité, devraient représenter des sources privilégiées sur ces questions et signalent une fracture importante dans les relations civilo-militaires au Canada. En outre, dans un contexte informationnel où les opérations de désinformation menées par des acteurs étrangers semblent s'accroître, un manque de confiance envers les politiciens et les journalistes diminue la résilience du Canada et sa capacité à contrecarrer ces campagnes d'influence.

Le tableau 3 ci-dessous présente les analyses statistiques examinant les facteurs associés à la confiance des citoyens canadiens envers les élites politiques et les leaders d'opinion sur les enjeux de politique de défense.

Tableau 3 : Politique de défense et relations civilo-militaires

	Variables dépendantes :				
	Confiance Forces armées (1)	Confiance politiciens (2)	Confiance médias (3)	Confiance milieu académique (4)	Confiance industrie de la défense (5)
Alberta (comparé à l'Ontario)	-0.352 (0.230)	-0.978*** (0.227)	-0.223 (0.241)	-0.166 (0.224)	0.045 (0.249)
Atlantique (comparé à l'Ontario)	0.245 (0.281)	-0.066 (0.278)	-0.023 (0.299)	0.150 (0.276)	0.234 (0.307)
Colombie-Britannique (comparé à l'Ontario)	-0.376* (0.216)	-0.007 (0.212)	0.201 (0.227)	-0.018 (0.208)	-0.298 (0.231)
MNBSK (comparé à l'Ontario)	0.171 (0.283)	0.506* (0.277)	0.215 (0.297)	0.035 (0.273)	0.582* (0.306)
Québec (comparé à l'Ontario)	0.948*** (0.197)	0.335* (0.196)	0.423** (0.208)	0.887*** (0.192)	0.793*** (0.213)
Éducation	-0.610 (0.607)	-0.018** (0.007)	-0.018** (0.008)	-0.016** (0.007)	-0.021*** (0.008)
Salaires	0.002 (0.002)	-0.005** (0.002)	-0.007*** (0.003)	-0.003 (0.002)	0.001 (0.003)
Femmes	0.125 (0.137)	0.330** (0.135)	0.088 (0.144)	0.477*** (0.133)	0.611*** (0.148)
Âge	0.219** (0.085)	0.292*** (0.084)	0.490*** (0.090)	0.014 (0.082)	0.009 (0.093)
Bloc Québécois (comparé au Parti Libéral)	-0.738** (0.315)	-0.564* (0.312)	-0.086 (0.333)	-0.546* (0.304)	-0.579* (0.338)
Parti Conservateur (comparé au Parti Libéral)	0.580*** (0.176)	-1.787*** (0.175)	-2.242*** (0.187)	-2.017*** (0.173)	0.373** (0.190)
Parti Vert (comparé au Parti Libéral)	-1.113*** (0.342)	-1.098*** (0.328)	-0.412 (0.352)	-0.638** (0.323)	-1.232*** (0.365)
NPD (comparé au Parti Libéral)	-1.402*** (0.208)	-0.921*** (0.204)	-0.554** (0.218)	0.036 (0.200)	-1.507*** (0.225)
PPC (comparé au Parti Libéral)	-0.253 (0.640)	-4.334*** (0.641)	-3.705*** (0.681)	-4.709*** (0.620)	-0.348 (0.694)
Constant	5.127*** (0.315)	4.602*** (0.311)	4.183*** (0.333)	6.083*** (0.305)	3.938*** (0.338)
Observations	1.413	1.453	1.438	1.403	1.351
R ²	0.068	0.163	0.167	0.181	0.082
Adjusted R ²	0.068	0.154	0.159	0.172	0.071
Residual Std. Error	2.501 (df = 1397)	2.507 (df = 1437)	2.602 (df = 1422)	2.422 (df = 1387)	2.640 (df = 1335)
F Statistic	10.122*** (df = 15; 1397)	18.653*** (df = 15; 1437)	19.049*** (df = 15; 1422)	20.473*** (df = 15; 1387)	7.906*** (df = 15; 1335)

Note:

*p<0.1; **p<0.05; ***p<0.01

En ce qui concerne l'importance du régionalisme sur la confiance des Canadiens envers les différents acteurs associés à la politique de défense, deux

OPINION PUBLIQUE ET POLITIQUE DE DÉFENSE DU CANADA À L'OMBRE DE LA
COMPÉTITION DES GRANDES PUISSANCES

grands courants de dessinent. D'une part, les Albertains semblent être particulièrement critiques face aux politiciens. Naturellement, dans un contexte où il y a un phénomène d'aliénation conséquent en Alberta, essentiellement pour accuser les membres de la classe politique d'ignorer les doléances (et l'industrie) albertaines, ces résultats paraissent logiques. D'autre part, les Québécois expriment un niveau de confiance élevé envers tous les acteurs associés à la politique de défense, et plus particulièrement pour les dirigeants des FAC (presque 1 point de différence avec les Ontariens). Ici encore, l'hypothèse la plus plausible enfin d'expliquer cette réalité est l'effet du déploiement des membres des FAC pendant la crise de la COVID-19, une opération largement perçue de façon positive par les habitants du Québec. Nonobstant cette particularité, ces données suggèrent que les Québécois, plus que les autres Canadiens en général, entretiennent une relation de confiance avec les différents acteurs influençant de près ou de loin les politiques de défense du Canada et témoignent d'une certaine aisance avec les questions militaires.

En ce qui a trait aux questions sociodémographiques, il semble que le niveau d'éducation et la situation économique des répondants aient un impact négatif, mais minime, sur la confiance des répondants envers les élites politiques et leaders d'opinion en matière de politique de défense. Les femmes, quant à elle, font davantage confiance aux politiciens, aux membres de la communauté académique et à l'industrie de la défense que les hommes, suggérant que les relations civilo-militaires au Canada sont influencées par les questions de genre. En dernier lieu, les Canadiens plus âgés estiment que les dirigeants des FAC, les politiciens, et les médias sont plus dignes de confiance, comparativement aux générations plus jeunes. La littérature sur les facteurs sociodémographiques et les opinions des Canadiens sur les enjeux de politique étrangère et de défense fait cruellement défaut. À la lumière de ces résultats, et ceux des tableaux précédents, l'ensemble des variables sociodémographiques, mais plus particulièrement le genre et l'âge des répondants, permet d'expliquer en partie la façon dont les préférences des Canadiens sur ces enjeux sont structurées. Des analyses plus approfondies sur la question permettraient d'explorer les mécanismes causaux sous-jacents.

La partisanerie est très associée à la confiance des Canadiens pour les élites politiques et guides d'opinion dans le domaine de la défense nationale, laissant sous-entendre que l'appartenance politique des Canadiens est particulièrement importante pour expliquer leur confiance envers les institutions politiques du pays. Premièrement, la confiance des Conservateurs envers les acteurs associés à la politique de défense correspond à nos hypothèses initiales. Les électeurs conservateurs ont davantage confiance en l'aptitude des dirigeants

militaires et de l'industrie de la défense à façonner des politiques à l'avantage du Canada. Ces résultats correspondent à l'ensemble des études précédentes (et des données présentées dans cet article) selon lesquelles les Conservateurs sont généralement plus favorables que les autres partis politiques aux questions de politiques de défense en général (FITZSIMMONS, CRAIGIE et BODET 2014 ; GRAVELLE *et al.* 2014 ; LANDRIAULT 2016 ; MCLAUCHLIN 2017). Néanmoins, il semble que cet *a priori* positif ne se transpose pas à l'ensemble des autres guides d'opinion. En effet, les Conservateurs sont très critiques face aux politiciens (-17.8%), aux médias (-20.2%) et aux membres de la communauté universitaire (-20%). Dans l'ensemble, les électeurs du Bloc Québécois font moins confiance (entre 5 et 7 %) aux différents acteurs œuvrant en politique de défense que les électeurs libéraux, excluant les médias. Pour un parti souverainiste cherchant à protéger les intérêts québécois, cela semble être dans la mouvance de l'attitude historique du BQ sur les enjeux de politique de défense (ROUSSEL et THÉORÊT 2007). En effet, la question du sondage met l'accent sur la promotion des intérêts du Canada, ce qui amorce naturellement la fibre nationaliste québécoise. En outre, comme le suggèrent Roussel et Théorêt (2007), les enjeux de défense du Canada ne sont pas une priorité au sein du programme politique du Bloc Québécois. Ainsi ces résultats peuvent refléter une certaine indifférence de la part des répondants. Les électeurs du Parti vert et du NPD sont également moins susceptibles que les Libéraux de faire confiance à l'ensemble des intervenants en politique de défense (une légère différence entre les Verts et le NPD sur les médias et le milieu universitaire). En dernier lieu, les partisans du PPC représentent une version exagérée de l'opinion des Conservateurs, avec une très forte méfiance envers les politiciens (-43%), les médias (-37%), et le milieu universitaire (-47%), exprimant ainsi un sentiment antiélitiste propre aux mouvements populistes.

Il faut noter que les raisons expliquant la méfiance envers les institutions œuvrant dans le domaine de la politique de défense entre, d'une part, les Conservateurs et le PPC et, d'autre part, les partisans du BQ, du Parti vert et du NPD sont probablement distinctes. En effet, à la lumière de l'ensemble des données examinées dans cet article, les Conservateurs expriment des positions généralement favorables à la politique de défense. Dans ce contexte, leur hésitation envers les politiciens, médias et milieu universitaire est probablement justifiée par le fait qu'ils considèrent ces acteurs comme n'étant pas suffisamment solidaires vis-à-vis des besoins et intérêts du Canada en matière de défense. Au contraire, les membres du BQ, du Parti vert et du NPD ont révélé des opinions habituellement défavorables sur un ensemble d'enjeux en politique de défense. Vraisemblablement, leur méfiance envers les décideurs et guides d'opinion en politique de défense est justifiée par le fait qu'ils les considèrent comme étant trop

OPINION PUBLIQUE ET POLITIQUE DE DÉFENSE DU CANADA À L'OMBRE DE LA
COMPÉTITION DES GRANDES PUISSANCES

favorables aux institutions militaires. Toutefois, à en juger par la très grande variabilité entre les partisans des différents partis politiques canadiens en ce qui a trait à la confiance envers les décideurs et guides d'opinion, les relations civilo-militaires au Canada semblent être dans un état fragile. Un tel manque de confiance de la part des Canadiens – principalement ceux affiliés à certains partis politiques – envers les autorités militaires et civiles associées à la prise de décision en politique de défense augmente de façon importante notre susceptibilité face aux campagnes de désinformation. Ce manque de confiance parmi certains Canadiens permet aux acteurs étrangers d'exploiter les réseaux d'affiliation politiques (surtout chez le PPC, les Conservateurs, le NPD et le Parti vert) dans le but de promouvoir et d'influencer l'environnement informationnel au Canada.

Conclusion

Notre objectif principal dans cet article était d'examiner l'influence de trois groupes de facteurs (le régionalisme, les variables sociodémographiques, et l'affiliation politique) sur l'opinion des Canadiens sur les enjeux de politique de défense à l'ombre de la compétition des grandes puissances. Plus particulièrement, nous avons cherché à comprendre la façon dont ces facteurs sont associés à trois questions différentes sur l'importance de la politique de défense comme outil de politique étrangère et la perception de la menace, l'appui des Canadiens sur les interventions militaires, et la confiance des Canadiens envers les autorités militaires et civiles ainsi que les différents acteurs sociétaux (médias, intellectuels, et industrie de la défense) associés aux relations civilo-militaires. Trois grandes conclusions générales semblent se dégager de nos résultats.

Premièrement, l'impact du régionalisme, l'une des explications centrales au sein de la littérature sur la perception des Canadiens en matière de défense, reste spécifique à certains thèmes de notre étude. Le régionalisme n'apparaît pas être un facteur explicatif central dans la façon dont les Canadiens discernent l'importance de la politique de défense ni la perception de la menace (sauf pour les Britanno-colombiens estimant que la Chine est une menace pour le Canada). Il semble ainsi que la perception de la menace et des sources de ces menaces soit relativement homogène à travers le Canada. Ceci pose des questions importantes sur la notion des cultures stratégiques distinctes à travers le Canada, dans la mesure où ce concept repose, en partie, sur l'idée selon laquelle la perception de menace diffère en raison du contexte historique et culturel particulier à chaque société. Toutefois, nous distinguons quelques disparités régionales en ce qui a trait à l'appui aux interventions militaires et à la confiance des Canadiens envers les décideurs et guides d'opinion. Dans ce contexte, il semble que l'influence du régionalisme sur les questions de politique de défense soit à géométrie variable,

doive être considérée de façon spécifique à chaque question, et ne puisse pas faire l'objet de déclarations absolues telles que l'idée d'un Québec pacifiste ou d'une Alberta militariste.

Deuxièmement, les variables sociodémographiques semblent avoir été relativement importantes pour l'ensemble des questions. Malheureusement, en dépit d'une littérature très riche aux États-Unis sur l'impact de ces facteurs sur l'opinion des citoyens en matière de politique étrangère, les mêmes analyses font cruellement défaut au Canada. Notre examen démontre que le genre et l'âge (et parfois le niveau d'éducation et le revenu) sont systématiquement associés à des opinions divergentes sur l'ensemble des questions posées dans notre sondage. De façon générale, les femmes demeurent moins circonspectes que les hommes sur l'importance de la défense comme outil de politique étrangère, plus favorables à une contribution des FAC à la sécurité internationale et aux missions d'assistance aux autorités civiles, et font davantage confiance aux décideurs et guides d'opinion en matière de politique de défense. En d'autres mots, les femmes sont fréquemment plus positives que les hommes sur un ensemble d'enjeux de politique de défense. Naturellement, ces résultats doivent être considérés dans le contexte d'une contribution des FAC aux opérations d'assistance aux autorités civiles pendant la pandémie de la COVID-19 et avant la divulgation de multiples allégations d'inconduites sexuelles au sein des institutions militaires. L'âge semble également être important. Globalement, les Canadiens plus âgés sont plus favorables aux questions de politique de défense, perçoivent le système international comme étant plus menaçant, soutiennent davantage les diverses interventions militaires et font plus confiance aux décideurs et guides d'opinion. Inversement, ceci suggère que les jeunes Canadiens, notamment ceux issus des générations z et jeunes milléniaux, sont généralement moins enthousiastes et expriment parfois un penchant pour l'isolationnisme, remettant ainsi en cause l'idéal internationaliste de la politique étrangère canadienne. Nos résultats indiquent une rupture générationnelle sur les questions de politique étrangère en général et, plus spécifiquement, relatives à la politique de défense du Canada.

Finalement, à tous les niveaux, la partisanerie semble être un facteur extrêmement important structurant l'opinion des Canadiens en matière de politique étrangère. Notre sondage nous a permis de renforcer notre compréhension des attitudes partisans pour les répondants associés aux partis Libéral et Conservateur, et nos résultats reproduisent, dans leurs grandes lignes, les données des études précédentes (FITZSIMMONS, CRAIGIE et BODET 2014 ; GRAVELLE *et al.* 2014 ; LANDRIAULT 2016 ; MCLAUCHLIN 2017). Les Conservateurs sont, en règle générale, plus susceptibles d'être favorables aux différentes questions de politique de défense, outre la participation des FAC à la sécurité internationale. Toutefois, notre sondage a également examiné l'opinion

OPINION PUBLIQUE ET POLITIQUE DE DÉFENSE DU CANADA À L'OMBRE DE LA
COMPÉTITION DES GRANDES PUISSANCES

des électeurs des autres partis politiques, tels que le Bloc québécois, le Parti vert, le NPD et le PPC, pour lesquels nous ne disposons que de très peu de données. Les électeurs du Parti vert et du NPD, représentant l'aile progressiste de l'échiquier politique canadien, sont habituellement très critiques face aux questions de politique de défense, ne considèrent pas la politique de défense comme un outil essentiel de la politique étrangère du Canada, et sont généralement défavorables à l'ensemble des interventions militaires auxquelles participent les FAC. En outre, leur confiance envers les décideurs militaires et civils ainsi que les guides d'opinion en matière de politique de défense est plutôt négative. Les membres du PPC, l'aile droite de la politique canadienne, présentent, quant à eux, une vision populiste des relations internationales teintée par un certain antiélitisme et isolationnisme. Dans ce contexte, malgré un alignement idéologique avec les Conservateurs, les PPC représentent une image très différente de la politique de défense. En dernière analyse, il n'y a pas de consensus politique sur les priorités en matière de défense nationale. Cette réalité est plutôt étonnante dans la mesure où les enjeux de politique de défense font rarement l'objet de débat lors des élections fédérales.

Bibliographie

ADAMS, Michael. 2003. *Fire and Ice. The United States Canada and the Myth of Converging Values*. Toronto: Penguin Canada.

ANKER, Lane. 2005. "Peacekeeping and public opinion." *Canadian Military Journal* 4: 23–32.

BAUM, Matthew A. and Philip K. POTTER. 2015. *War and Democratic Constraint. How the Public Influences Foreign Policy*. Princeton: Princeton University Press.

BERINSKY, Adam J. 2009. *In Time of War: Understanding American Public Opinion from World War II to Iraq*. Chicago: University of Chicago Press.

OUCHER, Jean-Christophe and Kim Richard NOSSAL. 2017. *The Politics of War. Canada's Mission in Afghanistan: 2001-14*. Vancouver: UBC Press.

BOUCHER, Jean-Christophe and Stéphane ROUSSEL. 2015. "The Myth of the Pacific Society: Quebec's Contemporary Strategic Culture revisited." In *Readings in Canadian Foreign Policy*, edited by Christopher J. KUKUCHA et Duane BRATT, 165-187. Don Mills: Oxford University.

JEAN-CHRISTOPHE BOUCHER

BOUCHER, Jean-Christophe. 2020. "Public Opinion and Canadian Defence Policy." In *Canadian Defence Policy*, edited by Philippe LAGASSÉ, Srđan VUCETIC, and Thomas JUNEAU, 159-178. New York: Palgrave MacMillan.

BOUCHER, Jean-Christophe. 2012. "The Responsibility to think clearly: the realist internationalism of the Harper government (2006-2011)." In *Canada and the World. Internationalism in Canadian Foreign Policy*, edited by Heather A. SMITH et Claire TURENNE-SJOLANDER, 53-70. Don Mills: Oxford University Press.

BOUCHER, Jean-Christophe. 2010. "Evaluating the 'Trenton Effect': Canadian Public Opinion and Military Casualties in Afghanistan (2006-2010)." *American Review of Canadian Studies* 40 (2): 237-258.

BOUCHER, Jean-Christophe. 2009. "Selling Afghanistan: A discourse analysis of Canada's military intervention (2001-2008)." *International Journal* 64 (3): 717-733.

BOW, Brian. 2008. "Anti-Americanism in Canada, Before and After Iraq." *American Review of Canadian Studies* 38 (3): 341-359.

BOW, Brian et David BLACK. 2008. "Does Politics Stop at the Water Edge in Canada? Party and Partisanship in Canadian Foreign Policy." *International Journal* 64 (1): 7-27.

CROS, Laurence. 2015. "The Narrative of Canada as a Peacekeeping Nation since the 1990s: Permanence and Evolution of a National Paradigm." *International Journal of Canadian Studies* 52 (1): 83-106.

FEAVER, Peter D. et Richard KOHN. 2021. "Civil-Military Relations in the United States: What Senior Leaders Need to Know (and Usually Don't)." *Strategic Studies Quarterly* 15 (2): 12-37.

ITZSIMMONS Scott, Allan CRAIGIE and Marc-André BODET. 2014. "Canadian Public Opinion about the Military: Assessing the Influences on Attitudes toward Defence Spending and Participation in Overseas Combat Operations." *Canadian Journal of Political Science* 47 (3): 503-518.

FORTMANN, Michel and Martin LAROSE. 2004. "An Emerging Strategic Counterculture? Pierre Elliott Trudeau, Canadian Intellectuals and the Revision of Liberal Defence Policy Concerning NATO." *International Journal* 59 (3): 537-556.

OPINION PUBLIQUE ET POLITIQUE DE DÉFENSE DU CANADA À L'OMBRE DE LA
COMPÉTITION DES GRANDES PUISSANCES

- GECELOVSK, Paul and Chris KUKUCHA. 2009. "Much Ado about Parties: Conservative and Liberal Approaches to Canada's Foreign Economic Relations with the US." *International Journal* 64(1): 29-46.
- GRAVELLE, Timothy B., Jason REIFLER, and Thomas J. SCOTTO. 2017. "The Structure of Foreign Policy Attitudes in Transatlantic Perspective: Comparing the United States, United Kingdom, France and Germany." *European Journal of Political Research* 56 (2): 757-776.
- GRAVELLE, Timothy B., Thomas J. SCOTTO, Jason REIFLER, and Harold D. CLARKE. 2014. "Foreign Policy Beliefs and Support for Stephen Harper and the Conservative Party." *Canadian Foreign Policy Journal* 20 (2): 111-130.
- GUISINGER, Alexandra and Elizabeth N. SAUNDERS. 2017. "Mapping the Boundaries of Elite Cues: How Elites Shape Mass Opinion across International Issues." *International Studies Quarterly* 61(3): 425-441.
- HAERPFER, C., R. INGLEHART, R., MORENO, A., WELZEL, C., KIZILOVA, K., DIEZ-MEDRANO J., M. LAGOS, P. NORRIS, E. PONARIN and B. PURANEN (eds). 2020. *World Values Survey: Round Seven - Country-Pooled Datafile*. Madrid, Spain & Vienna, Austria: JD Systems Institute & WVSA Secretariat.
- HOLSTI, Ole R. 1992. "Public Opinion and Foreign Policy: Challenges to the Almond-Lippmann Consensus." *International Studies Quarterly* 36 (4): 439-466.
- HOPF, Ted and Bentley B. ALLAN (eds). 2016. *Making Identity Count. Building a National Identity Database*. Oxford: Oxford University Press.
- KATZ, Andrew. 2017. *When Democracies Choose War. Politics, Public Opinion, and the Marketplace of Ideas*. London: Lynne Rienner Publishers.
- KATZENSTEIN, Peter J. 1996. *The Culture of National Security*. New York: Columbia University Press.
- KEEBLE, Edna and Heather SMITH (eds). 1999. *(Re)Defining Traditions: Gender and Canadian Foreign Policy*. Halifax: Fernwood.
- KOLZYNSKA, Marta. 2020. "Democratic values, education, and political trust." *International Journal of Comparative Sociology* 61(1): 3-26

JEAN-CHRISTOPHE BOUCHER

LANDRIAULT, Mathieu. 2016. "Does Voting End at the Water's Edge? Canadian Public Opinion and Voter Intentions, 2006-2015." *Canadian Foreign Policy Journal* 22 (3): 249-261.

MALESIC, Marjan and Maja GARB. 2018. "Public Trust in the Military from Global, Regional, and National Perspectives." In *Handbook of the Sociology of the Military*, edited by Giuseppe CAFORIO et Marina NUCIARI, 145-159. New York: Springer.

MARTIN, Pierre et Michel FORTMANN. 1995. "Canadian Public Opinion and Peacekeeping in a Turbulent World." *International Journal* 50: 370-400.

MASSIE, Justin. 2013. *Francosphère*. Montréal : Presses de l'Université du Québec.

MASSIE, Justin. 2012. « Identités ethnoculturelles et politique étrangère : Le cas de la politique française du Canada. » *Revue canadienne de science politique* 45 (1) : 119-140.

MASSIE, Justin. 2008. "Regional strategic subcultures? Canadians and the Use of Force in Afghanistan and Iraq." *Canadian Foreign Policy Journal* 14 (2): 19-48.

MASSIE, Justin et Jean-Christophe BOUCHER. 2013. « Militaristes et anti-impérialistes. Les Québécois face à la sécurité internationale. » *Études Internationales* 64(3) : 359-385.

MASSIE, Justin et Stéphane ROUSSEL. 2008. « Au service de l'unité : le rôle des mythes en politique étrangère Canadienne. » *La politique étrangère canadienne* 14 (2) : 67-93.

MASSIE, Justin, Jean-Christophe BOUCHER, and Stéphane ROUSSEL. 2010. « Hijacking a Policy? Assessing Quebec's "Undue" Influence on Canada's Afghan Policy." *American Review of Canadian Studies* 40 (2): 259-275.

MCDONOUGH, David S. 2013. "Getting It Just Right: Strategic Culture, Cybernetics, and Canada's Goldilocks Grand Strategy." *Comparative Strategy* 32 (3): 224-244.

MCLAUCHLIN, Theodore. 2017. "Partnerships in Military Interventions and the Canadian Public." *Canadian Journal of Political Science* 50(3): 773-793.

MUNTON, Don and Tom KEATING. 2001. "Internationalism and the Canadian Public." *Canadian Journal of Political Science* 34(3): 517-549.

OPINION PUBLIQUE ET POLITIQUE DE DÉFENSE DU CANADA À L'OMBRE DE LA
COMPÉTITION DES GRANDES PUISSANCES

MUNTON, Don. 2003. "Defending the Canadian Public." *The Canadian Military Journal* 4: 25-33.

NIELSEN, Suzanne C. and Don M. SNIDER (eds.). 2009. *American Civil-military Relations: The Soldier and the State in a New Era*. Baltimore: John Hopkins University Press.

NEVITTE, Neil, and Roger GIBBINS. 1986. "Foreign policy debates and sleeping dogs: All quiet on the public front." *Canadian Public Policy* 12 (3): 401-412.

NOSSAL, Kim Richard, Stephane ROUSSEL, and Stephane PAQUIN. 2015. *The Politics of Canadian Foreign Policy*, 4th ed. Montreal and Kingston: Queen's Policy Studies Series, McGill Queen's University Press.

PARIS, Roland. 2015a. "Global Governance and Power Politics: Back to Basics." *Ethics and International Affairs* 29 (4) : 407-418.

PARIS, Roland. 2015b. "States of Mind: The Role of Governance Schemas in Foreign-Imposed Regime Change." *International Relations* 29 (2): 139-176.

PARIS, Roland. 2014a. "The 'Responsibility to Protect' and the Structural Problems of Preventive Humanitarian Intervention." *International Peacekeeping* 21 (5): 569-603.

PARIS, Roland. 2014b. "Are Canadians still liberal internationalists? Foreign policy and public opinion in the Harper era." *International Journal* 69 (2): 274-307.

POPKIN, Samuel L. 1991. *The Reasoning Voter: Communication and Persuasion in Presidential Campaigns*. Chicago: University of Chicago Press.

RATHBUN, Brian C. 2004. *Partisan Interventions. European Party Politics and Peace Enforcement in the Balkans*. Ithaca: Cornell University Press.

RATHBUN, Brian C., Joshua D. KERTZER, Jason REIFLER, Paul GOREN, and Thomas J. SCOTTO. 2016. "Taking Foreign Policy Personally: Personal Values and Foreign Policy Attitudes." *International Studies Quarterly* 60 (1): 124-137.

ROUSSEL, Stéphane (dir). 2007. *Culture Stratégique et Politique de Défense. L'expérience Canadienne*. Montréal : Athéna Éditions.

ROUSSEL, Stéphane et Jean-Christophe BOUCHER. 2008. "From Afghanistan to Quebecistan: Quebec as the Pharmakon of Canada Foreign and Defence

JEAN-CHRISTOPHE BOUCHER

Policy.” In *Canada Among Nations 2007*, edited by Jean DAUDELIN, 128-142. Montréal: McGill-Queen’s University Press.

ROUSSEL, Stéphane et Charles-Alexandre THÉORÊT. 2007. “Defense policy distorted by the sovereignist prism? The Bloc Québécois on security and defence questions (1990–2005).” In *The world in Canada: Diasporas, demography, and domestic policy*, edited by David CARMENT and David BERCUSON, 169-188. Montréal: McGill-Queen’s University Press.

SAUNDERS, Elizabeth N. 2015. “War and the Inner Circle: Democratic Elites and the Politics of Using Force.” *Security Studies* 24 (3): 466–501.

SMITH, Heather et Claire TURENNE-SJOLANDER (eds.). 2013. *Canada in the World. Internationalism in Canadian Foreign Policy*. Don Mills: Oxford University Press.

WESTERN, Jon. 2005. *Selling Intervention & War. The Presidency, the Media, and the American Public*. Baltimore: The John Hopkins University Press.

WITTKOPF, Eugene R. 1990. *Faces of Internationalism: Public Opinion and American Foreign Policy*. Durham, NC: Duke University Press.

ZALLER, John. 1992. *The Nature and Origins of Mass Opinion*. New York: Cambridge University Press.

ZALLER, John and Stanley FELDMAN. 1992. “Simple Theory of the Survey Response: Answering Questions versus Revealing Preferences.” *American Journal of Political Science* 38 (3): 579-61.